

No. 37587

**Belgium
and
League of Arab States**

Headquarters Agreement between the Kingdom of Belgium and the League of Arab States. Brussels, 16 November 1995

Entry into force: *17 August 1999 by notification, in accordance with article 31*

Authentic texts: *French, Dutch and Arabic*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Belgium, 13 July 2001*

**Belgique
et
Ligue des États arabes**

Accord de siège entre le Royaume de Belgique et la Ligue des États arabes. Bruxelles, 16 novembre 1995

Entrée en vigueur : *17 août 1999 par notification, conformément à l'article 31*

Textes authentiques : *français, néerlandais et arabe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Belgique, 13 juillet 2001*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA LIGUE DES ÉTATS ARABES

Le Royaume de Belgique et
La Ligue des Etats Arabes, ci-après dénommée “ La Ligue ”,
Considérant la Charte de la Ligue des Etats Arabes, signée le 22 mars 1945,
Vu la décision d'installer une Mission Permanente à Bruxelles,
Désireux de conclure un accord en vue de préciser le régime des privilèges et immunités nécessaire à l'exercice des fonctions de la Ligue en Belgique,
Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE LA LIGUE

Article 1

La Ligue est dotée de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales. Ses biens et avoirs utilisés exclusivement pour l'exercice des fonctions officielles jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où la Ligue y a expressément renoncé dans un cas particulier. Une renonciation distincte est nécessaire pour toute mesure d'exécution.

Article 2

Les locaux utilisés exclusivement pour l'exercice des fonctions de la Ligue sont inviolables.

Le consentement de la Ligue est requis pour l'accès à ses bureaux.

Toutefois, ce consentement est présumé acquis en cas d'incendie ou autre sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.

La Belgique prendra toutes mesures appropriées afin d'empêcher que les locaux de la Ligue soient envahis ou endommagés, la paix de la Ligue troublée ou sa dignité amoindrie.

Article 3

Sauf dans la mesure nécessaire aux enquêtes auxquelles un accident causé par un véhicule automobile appartenant à ladite Ligue ou circulant pour son compte peut donner lieu, ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile ou d'accidents causés par un tel véhicule, les biens et avoirs de la Ligue ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition, confiscation, séquestre et autre forme de saisie ou de contrainte, même à des fins de défense nationale ou d'utilité publique.

Si une expropriation était nécessaire à ces mêmes fins, toutes dispositions appropriées seraient prises afin d'empêcher qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions de la Ligue et une indemnité prompte et adéquate lui serait versée.

La Belgique accordera son assistance pour permettre l'installation ou la réinstallation de la Ligue.

Article 4

Les archives de la Ligue et, d'une manière générale, tous les documents appartenant à la Ligue ou détenus par elle ou par l'un de ses fonctionnaires sont inviolables, en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Article 5

1. La Ligue peut détenir toutes devises et avoir des comptes en toutes monnaies dans la mesure nécessaire à l'exécution des opérations répondant à son objet.

2. La Belgique s'engage à lui accorder les autorisations nécessaires pour effectuer, suivant les modalités prévues dans les règlements nationaux et accords internationaux applicables, tous les mouvements de fonds auxquels donneront lieu la constitution et l'activité de la Ligue y compris l'émission et le service des emprunts lorsque l'émission de ces derniers aura été autorisée par la Belgique.

Article 6

La Ligue, ses avoirs, revenus et autres biens affectés à l'usage officiel sont exonérés de tous impôts directs.

Aucune exonération d'impôt direct n'est accordée pour les revenus de la Ligue qui proviennent d'une activité industrielle ou commerciale exercée par la Ligue ou par un de ses membres pour le compte de la Ligue ou de pays membres de celle-ci.

Article 7

Lorsque la Ligue effectue des achats importants de biens immobiliers ou mobiliers ou fait exécuter des prestations importantes, strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits indirects ou des taxes à la vente, des dispositions appropriées sont prises chaque fois qu'il est possible en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Article 8

Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des dispositions communautaires et de l'application des dispositions légales ou réglementaires, prohibitives ou restrictives concernant l'ordre ou la sécurité publics, la santé ou la moralité publiques, la Ligue peut importer tous biens et publications destinés à son usage officiel.

Article 9

La Ligue est exonérée de tous impôts indirects nationaux et locaux à l'égard des biens importés, acquis ou exportés par elle ou en son nom pour son usage officiel.

Article 10

La Ligue est exonérée de tous impôts indirects nationaux et locaux à l'égard des publications officielles qui lui sont destinées ou qu'elle envoie à l'étranger.

Article 11

Les biens appartenant à la Ligue ne peuvent être cédés en Belgique, à moins que ce ne soit à des conditions prescrites par les lois et règlements belges.

Article 12

La Ligue ne demandera pas l'exonération des impôts, taxes ou droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique.

Article 13

La Belgique garantit la liberté de communication de la Ligue pour ses fins officielles. La correspondance officielle de la Ligue est inviolable.

CHAPITRE II. REPRÉSENTANTS PARTICIPANT AUX TRAVAUX DE LA LIGUE

Article 14

Les représentants des Etats parties à la Charte de la Ligue des Etats Arabes participant aux travaux de la Ligue, leurs conseillers et experts techniques, ainsi que les fonctionnaires de la Ligue résidant et ayant leur centre d'activité à l'étranger, jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges, immunités ou facilités d'usage.

CHAPITRE III. STATUT DU PERSONNEL

Article 15

Le chef de la Mission Permanente de la Ligue en Belgique et son adjoint bénéficient des privilèges et immunités diplomatiques.

Article 16

1. Tous les fonctionnaires de la Ligue bénéficient :

a) de l'exonération de tout impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés par la Ligue, et ce à compter du jour où ces revenus seront soumis à un impôt au profit de la Ligue, sous réserve de reconnaissance par la Belgique du système d'impôt interne;

La Belgique se réserve la possibilité de faire état de ces traitements, émoluments et indemnités pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus imposables provenant d'autres sources.

b) des facilités reconnues aux fonctionnaires des organisations internationales en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change.

2. Les fonctionnaires de la Ligue qui ne bénéficient pas des privilèges et immunités de l'article 15 bénéficient de :

a) l'immunité de juridiction pour les actes accomplis en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits, cette immunité persistant après la cessation de leurs fonctions;

b) l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels.

3. Les fonctionnaires de la Ligue ainsi que les membres de leur famille à leur charge ne sont pas soumis aux dispositions limitant l'immigration ni aux formalités d'enregistrement des étrangers.

4. La Ligue notifie l'arrivée et le départ de ses fonctionnaires au Ministère des Affaires étrangères. La Ligue notifie également les renseignements spécifiés ci-après au sujet de ses fonctionnaires :

1. nom et prénom.

2. lieu et date de naissance.

3. sexe.

4. nationalité.

5. résidence principale (commune, rue, numéro).

6. état civil.

7. composition du ménage.

Les modifications apportées à ces renseignements seront notifiées mensuellement. Les fonctionnaires et les membres de la famille à charge auront droit à une carte d'identité spéciale.

Article 17

Les dispositions de l'article 16.1.a) ne s'appliquent ni aux pensions et rentes versées par la Ligue à ses anciens fonctionnaires en Belgique ou à leurs ayants droit, ni aux traitements, émoluments et indemnités versés par la Ligue à ses agents locaux.

Article 18

Les fonctionnaires de la Ligue qui n'exercent en Belgique aucune autre activité lucrative que celle résultant de leurs fonctions auprès de la Ligue, de même que les membres de leur famille à leur charge et n'exerçant en Belgique aucune occupation privée de caractère

lucratif, ne sont pas soumis à la législation belge en matière d'emploi de la main-d'oeuvre étrangère et en matière d'exercice par les étrangers des activités professionnelles indépendantes.

Article 19

1. En matière de sécurité sociale, les fonctionnaires de la Ligue en Belgique qui ne sont ni ressortissants ni résidents permanents de la Belgique et n'y exercent aucune occupation de caractère lucratif autre que celle requise par leurs fonctions officielles peuvent opter, avec l'accord préalable de la Ligue, pour l'application de la législation belge.

2. Ce droit d'option ne peut s'exercer qu'une seule fois et dans les trois mois de la prise de fonction en Belgique.

3. En ce qui concerne les personnes ayant opté pour le régime belge, la Ligue applique la législation belge sur la sécurité sociale.

4. En ce qui concerne les personnes ayant décliné le régime belge, la Ligue a le devoir de veiller à ce qu'elles soient effectivement couvertes par un régime de sécurité sociale adéquat et la Belgique pourra obtenir de la Ligue le remboursement des frais occasionnés par toute assistance de caractère social.

Article 20

1. Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des dispositions du Traité instituant la Communauté économique européenne et de l'application des dispositions légales ou réglementaires, les fonctionnaires de la Ligue jouissent du droit, pendant la période de douze mois suivant leur première prise de fonctions en Belgique, d'importer ou d'acquérir, en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée, les meubles meublants et une voiture automobile destinés à leur usage personnel.

2. Le Ministre des Finances du Gouvernement belge fixe les limites et les conditions d'application du présent article.

Article 21

La Belgique n'est pas tenue d'accorder à ses propres ressortissants ou résidents permanents les avantages, privilèges et immunités, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 16.1.a) du présent Accord.

Toutefois, ils bénéficieront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits.

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 22

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt de la Ligue et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire Général de la Ligue a le droit

et le devoir de lever l'immunité dans tous les cas où cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de la Ligue.

Article 23

La Belgique conserve le droit de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sécurité.

Article 24

Les personnes mentionnées à l'article 16 ne jouissent d'aucune immunité de juridiction en ce qui concerne les cas d'infraction à la réglementation sur la circulation des véhicules automobiles ou de dommages causés par un véhicule automobile.

Article 25

La Ligue et les fonctionnaires de la Ligue en Belgique doivent se conformer à toutes les obligations imposées par les lois et règlements belges en matière d'assurance de responsabilité civile pour l'utilisation de tout véhicule automobile.

Article 26

Les fonctionnaires de la Ligue collaboreront en tout temps avec les autorités belges compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités prévues dans le présent Accord.

Article 27

La Ligue remettra avant le 1er mars de chaque année à tous les bénéficiaires une fiche spécifiant outre leur nom et adresse, le montant des traitements, émoluments, indemnités, pensions ou rentes qu'elle leur a versés au cours de l'année précédente. En ce qui concerne les traitements, émoluments et indemnités passibles de l'impôt perçu au profit de la Ligue, cette fiche mentionne également le montant de cet impôt.

Le double des fiches sera transmis directement par la Ligue avant la même date à l'administration fiscale belge compétente.

Article 28

La Ligue, ses fonctionnaires et agents locaux sont tenus de respecter les lois et règlements belges.

Article 29

La Belgique n'encourt du fait de l'activité de la Ligue sur son territoire aucune responsabilité internationale quelconque pour les actes et omissions de la Ligue ou pour ceux de ses fonctionnaires agissant ou s'abstenant dans le cadre de leurs fonctions.

Article 30

1. Toute divergence de vues concernant l'application ou l'interprétation du présent Accord, qui n'a pas pu être réglée par des pourparlers directs entre les parties, peut être soumise, par l'une des parties, à l'appréciation d'un tribunal d'arbitrage composé de trois membres.

2. Le Gouvernement belge et la Ligue désignent chacun un membre du tribunal d'arbitrage.

3. Les membres ainsi désignés choisissent leur président.

4. En cas de désaccord entre les membres au sujet de la personne du président, ce dernier est désigné par le Président de la Cour internationale de Justice à la requête des membres du tribunal d'arbitrage.

5. Le tribunal d'arbitrage est saisi par l'une ou l'autre partie par voie de requête.

6. Le tribunal d'arbitrage fixe sa propre procédure.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS FINALES

Article 31

Chacune des parties notifie à l'autre partie l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Accord.

Il restera en vigueur soit pendant la durée de la Charte de la Ligue des Etats Arabes, soit jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle l'une des parties informera l'autre de son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi, les représentants respectifs de la Ligue et de la Belgique ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 16 novembre 1995, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise et arabe, les trois textes faisant également foi.

Pour le Royaume de Belgique :

E. DERYCKE

Ministre des Affaires étrangères

Pour la Ligue des Etats arabes :

BRAHIM BEN BARKA

Chef de la Mission permanente

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Liga van de Arabische Staten, ondertekend te Brussel op 16 november 1995

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Liga van de Arabische Staten, ondertekend te Brussel op 16 november 1995, zal volkomen uitwerking hebben.

Art. 3. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 16 november 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te 9 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

E. DERYCKE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Vervoer,

M. DAERDEN

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

Nota

(1) Zitting 1997/1998.

Senaat.

Documenten.

Ontwerp van wet ingediend op 22 december 1997, nr. 1-831/1.

Verslag, nr. 1-831/2.

Tekst aangenomen in vergadering en overgezonden aan de Kamer, nr. 1-831/3.

Parlementaire handelingen.

Bespreking, vergadering van 21 april 1999.

Stemming, vergadering van 22 april 1999.

Kamer

Documenten.

Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 49-2173/1.

Verslag, nr. 49-2173/2.

Parlementaire handelingen.

Bespreking, vergadering van 29 april 1999.

Stemming, vergadering van 29 april 1999.

Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Liga van de Arabische Staten

Het Koninkrijk België

en

de liga van de Arabische Staten, hierna te noemen « de Liga »,

Gelet op het Handvest van de Liga van de Arabische Staten, ondertekend op 22 maart 1945,

Gelet op de heslissing een Permanente Missie te installeren te Brussel,

Wensende een akkoord te sluiten ten einde het stelsel van voorrechten en immuniteiten vast te stellen dat nodig is voor de uitoefening van de taken van de Liga in België,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I^o. - Voorrechten en immuniteiten van de Liga

Artikel 1^o

De Liga heeft de ruimste handelingsbevoegdheid die aan rechtspersonen wordt toegekend. De goederen en activa die zij uitsluitend voor de uitoefening van haar officiële werkzaamheden gebruikt, genieten immuniteit van rechtsmacht, behalve voor zover de Liga er in een bijzonder geval uitdrukkelijk afstand van heeft gedaan. Voor elke maatregel van tenuitvoerlegging is een afzonderlijke verklaring van afstand van immuniteit vereist.

Artikel 2

De gebouwen die de Liga uitsluitend voor de uitoefening van haar werkzaamheden gebruikt zijn onschendbaar.

Deze gebouwen mogen slechts met de toestemming van de Liga worden betreden.

Zodanige toestemming wordt geacht te zijn verkregen in geval van brand of van een andere ramp die onmiddellijke beschermende maatregelen vereisen.

België neemt alle passende maatregelen ten einde te beletten dat de gebouwen van de Liga worden bezet of beschadigd, dat de rust van de Liga wordt verstoord of aan haar waardigheid tekort wordt gedaan.

Artikel 3

Behalve voor zover vereist in het kader van een onderzoek naar aanleiding van een ongeval dat werd veroorzaakt door een motorvoertuig toebehorend aan de Liga of rijdend voor rekening daarvan, of in geval van inbreuk op de reglementering inzake het verkeer van motorvoertuigen of van ongevallen veroorzaakt door zodanig voertuig, zijn de goederen en activa van de Liga vrij van elke vorm van vordering, verbeurdverklaring, sequester en elke vorm van beslag- of dwangmaatregel, zelfs indien het maatregelen betreft in het kader van de landsverdediging of het openbaar nut.

Mocht onteigening voor zodanige doeleinden noodzakelijk zijn, dan worden alle passende maatregelen getroffen om te voorkomen dat de werkzaamheden van de Liga er door worden gehinderd en wordt onverwijld een toereikende schadeloosstelling betaald.

België helpt bij de installatie of herinstallatie van de Liga.

Artikel 4

Het archief van de Liga en in het algemeen alle documenten, die de Liga toebehoren of die zij of een van haar ambtenaren in bezit heeft, zijn onschendbaar, waar zij zich ook bevinden.

Artikel 5

1. De Liga mag deviezen bezitten en rekeningen hebben in alle valuta voor zover dat nodig is voor de uitoefening van de werkzaamheden die met haar doelstellingen verband houden.

2. België verbindt zich ertoe de Liga de nodige machtigingen te verlenen om, met inachtneming van de voorwaarden gesteld door 's lands desbetreffende voorschriften en van de geldende internationale overeenkomsten, alle transacties te verrichten waartoe de oprichting en de werkzaamheden van de Liga aanleiding geven. Hieronder zijn ook begrepen het uitschrijven van leningen en de dienst van de leningen wanneer België machtiging heeft verleend voor de uitschrijving van deze leningen.

Artikel 6

De Liga, haar activa, inkomsten en andere goederen, die bestemd zijn voor officieel gebruik, zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

Inkomsten die de Liga verwerft uit een nijverheids- of handelsactiviteit die zij zelf of één van haar leden voor rekening van de Liga of van de lidstaten ervan verricht, zijn niet vrijgesteld van directe belastingen.

Artikel 7

Wanneer de Liga belangrijke aankopen van onroerende of roerende goederen verricht of belangrijke diensten laat verrichten die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van haar officiële werkzaamheden en wanneer in de prijs daarvan indirecte rechten of belastingen op de verkoop zijn inbegrepen, worden telkenmale dit mogelijk is passende maatregelen genomen met het oog op vrijstelling of terugbetaling van zodanige belastingen of rechten.

Artikel 8

Onverminderd de verplichtingen die voor België uit de communautaire regelgeving voortvloeien en onverminderd de toepassing van prohibatieve of restrictieve wetten en voorschriften met betrekking tot de openbare orde en veiligheid, de volksgezondheid of de openbare zedelijkheid, kan de Liga alle goederen en publicaties invoeren die bestemd zijn om in het kader van haar officiële werkzaamheden te worden gebruikt.

Artikel 9

De Liga is vrijgesteld van alle landelijke en lokale indirecte belastingen met betrekking tot goederen die in het kader van haar officiële werkzaamheden door haar zelf of in haar naam worden ingevoerd, aangekocht of uitgevoerd.

Artikel 10

De Liga is vrijgesteld van alle landelijke en lokale indirecte belastingen met betrekking tot de officiële publicaties die voor haar zijn bestemd of die zij naar het buitenland zendt.

Artikel 11

Goederen die aan de Liga toebehoren mogen in België niet worden overgedragen, tenzij dit gebeurt onder de voorwaarden die door de Belgische wetten en reglementen zijn voorgeschreven.

Artikel 12

De Liga onthoudt er zich van om vrijstelling van belastingen, heffingen of rechten te vragen die niets anders zijn dan een vergoeding voor verleende diensten van openbaar nut.

Artikel 13

België waarborgt de vrijheid van communicatie voor de Liga voor haar officiële doeleinden.

De officiële briefwisseling van de Liga is onschendbaar.

HOOFDSTUK II. - Vertegenwoordigers die aan de werkzaamheden van de Liga deelnemen

Artikel 14

Vertegenwoordigers van de Staten die Partij zijn bij het Handvest van de Liga van de Arabische Staten, die aan de werkzaamheden van de Liga deelnemen, hun adviseurs en technische deskundigen, alsmede de ambtenaren van de Liga die in het buitenland verblijven en aldaar hun hoofdbezigheid uitoefenen, genieten tijdens de uitoefening van hun functies de gebruikelijke voorrechten, immuniteiten of faciliteiten.

HOOFDSTUK III. - Status van het Personeel

Artikel 15

Het hoofd van de Permanente Missie van de Liga in België en zijn adjunct genieten de diplomatieke voorrechten en immuniteiten.

Artikel 16

1. Alle ambtenaren van de Liga :

a) genieten vrijstelling van iedere belasting op de salarissen, emolumenten en vergoedingen welke hun door de Liga worden uitgekeerd en zulks met ingang van de dag waarop deze inkomsten aan een belasting ten bate van de Liga zijn onderworpen.

België behoudt zich de mogelijkheid voor deze salarissen, emolumenten en vergoedingen in aanmerking te nemen bij de berekening van de belasting die wordt geheven op de belastbare inkomsten die uit andere bronnen verkregen zijn.

b) genieten met betrekking tot de monetaire of wisselvoorschriften de faciliteiten die aan de ambtenaren van internationale organisaties worden toegekend.

2. De ambtenaren van de Liga die niet de in artikel 15 bedoelde voorrechten en immuniteiten hebben genieten :

a) ook na het beëindigen van hun functie, immuniteit van rechtsmacht met betrekking tot handelingen, waaronder begrepen hun gesproken en geschreven woorden, door hen in de uitoefening van hun officiële functie gesteld;

b) onschendbaarheid van al hun officiële papieren en documenten;

3. De ambtenaren van de Liga, evenals de gezinsleden te hunnen laste, zijn vrijgesteld van maatregelen die de immigratie beperken en van formaliteiten inzake vreemdelingenregistratie.

4. De Liga meldt de aankomst en het vertrek van haar ambtenaren aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken. De Liga deelt eveneens onderstaande gegevens mee omtrent zijn ambtenaren :

1. naam en voornaam

2. plaats en datum van geboorte

3. geslacht

4. nationaliteit

5. hoofdverblijfplaats (gemeente, straat en nummer)

6. burgerlijke staat

7. samenstelling van het gezin

Van wijzigingen aan deze gegevens wordt maandelijks mededeling gedaan. De ambtenaren en de gezinsleden te hunnen laste hebben recht op een speciale identiteitskaart.

Artikel 17

De bepalingen van artikel 16.1 a) zijn niet van toepassing op de pensioenen en renten die de Liga aan haar gewezen ambtenaren in België of aan hun rechthebbenden uitkeert, en evenmin op de salarissen, emolumenten en vergoedingen die de Liga aan haar plaatselijke medewerkers uitbetaalt.

Artikel 18

De ambtenaren van de Liga die in België geen andere op gewin gerichte activiteit uitoefenen dan die welke hun functie bij de Liga meebrengt, alsmede de gezinsleden te hunnen laste die in België geen op gewin gerichte privé-bezigheid hebben, vallen niet onder de Belgische wetgeving inzake de tewerkstelling van vreemde arbeidskrachten en de uitoefening door vreemdelingen van een zelfstandige beroepsactiviteit.

Artikel 19

1. Op het vlak van de sociale zekerheid hebben de personeelsleden van de Liga in België die geen Belgische onderdanen zijn noch in het land duurzaam verblijven en die er geen andere eigen winstgevendende activiteit uitoefenen dan die welke door hun officiële taak is vereist, de mogelijkheid voor toepassing van de Belgische wetgeving te opteren.

2. Dit optierecht kan slechts eenmaal worden uitgeoefend en wel binnen drie maanden na hun ambtsaanvaarding in België.

3. Ten aanzien van de personen die voor het Belgisch stelsel hebben geopteerd, past de Liga de Belgische wetgeving inzake sociale zekerheid toe.

4. Ten aanzien van de personen die het Belgische stelsel hebben verzaakt, heeft de Liga de plicht ervoor te waken dat die personen werkelijk door een doeltreffend stelsel van sociale zekerheid worden gedekt, overigens kan België van de Liga de terugbetaling vorderen van alle kosten die uit enige vorm van sociale bijstand zijn voortgevloeid.

Artikel 20

1. Onverminderd de verplichtingheid welke voor België uit de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap voortvloeien en onverminderd de toepassing van de wetten en voorschriften, hebben de ambtenaren van de Liga het recht, binnen twaalf maanden volgend op het tijdstip waarop zij hun functie in België voor het eerst opnemen, meubelen en een motorvoertuig voor persoonlijk gebruik vrij van belasting op de toegevoegde waarde in te voeren of alhier aan te kopen.

2. De Minister van Financiën van de Belgische Regering bepaalt het kader en de voorwaarden voor de toepassing van dit artikel.

Artikel 21

België is er niet toe gehouden de in dit Akkoord vastgelegde voordelen, voorrechten en immuniteiten, behalve die waarin artikel 16.1. a) voorziet, aan eigen onderdanen of permanente verblijfhouders toe te kennen.

Zij genieten evenwel immuniteit van rechtsmacht met betrekking tot handelingen, waaronder begrepen hun gesproken en geschreven woorden, die door hen in de uitoefening van hun functie worden gesteld.

HOOFDSTUK IV. - Algemene bepalingen

Artikel 22

De voorrechten en immuniteiten worden aan de ambtenaren uitsluitend in het belang van de Liga en niet in hun persoonlijk voordeel toegekend. De Secretaris-Generaal van de Liga heeft het recht en de plicht de immuniteit op te beffen in alle gevallen waarin de immuniteit de rechtsgang belemmert en de opheffing ervan de belangen van de Liga niet schaadt.

Artikel 23

België houdt zich het recht voor alle nuttige voorzorgsmaatregelen te treffen die 's lands veiligheid vereist.

Artikel 24

De in artikel 16 bedoelde personen genieten geen immuniteit van rechtsmacht in geval van inbreuken op de reglementering inzake het verkeer van motorvoertuigen of schade veroorzaakt door een motorvoertuig.

Artikel 25

De Liga en de ambtenaren van de Liga dienen zich te richten naar alle verplichtingen die opgelegd worden in de Belgische wetten en voorschriften met betrekking tot de burgerrechtelijke aansprakelijkheidsverzekering in verband met het gebruik van motorvoertuigen.

Artikel 26

De ambtenaren van de Liga werken te allen tijde samen met de bevoegde Belgische autoriteiten ten einde een goede rechts-bedeling te bevorderen, de naleving van de politievoorschriften te verzekeren, alsmede ieder misbruik van de in dit Akkoord bedoelde voorrechten, immuniteiten en faciliteiten aanleiding zouden kunnen geven, te voorkomen.

Artikel 27

Vóór de te maart van elk jaar doet de Liga aan alle begunstigde een fiche toekomen waarop behalve hun naam en adres het bedrag van de salarissen, emolumenten, vergoedingen, pensioenen of renten staan aangegeven die zij hun in het voorbije jaar heeft uitbetaald. De fiche dient eveneens het bedrag te vermelden van de belasting die ten bate van de Liga op de salarissen, emolumenten en vergoedingen wordt geheven.

Vóór voorvermelde datum doet de Liga een dubbel van de fiches aan de bevoegde Belgische fiscale administratie toekomen.

Artikel 28

De Liga, de ambtenaren en de lokale medewerkers dienen de Belgische wetten en voorschriften in acht te nemen.

Artikel 29

België is door de werkzaamheden van de Liga op zijn grondgebied niet internationaal aansprakelijk voor enig handelen of verzuim van de Liga of van enige handeling die de ambtenaren in het kader van hun functie hebben gesteld of hebben nagelaten.

Artikel 30

1. Elk meningsverschil betreffende de toepassing of interpretatie van dit Akkoord, dat niet door directe onderhandelingen tussen de Partijen kon worden geregeld, kan door elk van beide Partijen worden voorgelegd aan een uit drie leden bestaand Scheidsgerecht.

2. De Belgische regering en de Liga wijzen voor het Scheidsgerecht elk één lid aan.

3. De aldus aangewezen leden kiezen hun voorzitter.

4. Indien er tussen de leden geen eensgezindheid bestaat omtrent de keuze van de Voorzitter, wordt deze op verzoek van de leden van het Scheidsgerecht aangewezen door de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof.

5. Een zaak wordt bij het Scheidsgerecht aanhangig gemaakt doordat een der Partijen een daartoe strekkend verzoekschrift indient.

6. Het Scheidsgerecht stelt zijn eigen procedure vast.

HOOFDSTUK V. - Slotbepalingen

Artikel 31

Elk van beide Partijen stelt de andere Partij ervan in kennis dat aan de in haar wetgeving vereiste procedures voor de inwerkingtreding van dit Akkoord is voldaan.

Het Akkoord blijft van kracht hetzij voor de geldigheidsduur van het Handvest van de Liga van de Arabische Staten, hetzij tot na het verstrijken van een termijn van één jaar te rekenen vanaf de datum waarop één der Partijen de andere in kennis heeft gesteld van haar voornemen het Akkoord te beëindigen.

Ten blijke waarvan de onderscheiden gevolmachtigen van de Liga en van België dit Akkoord hebben ondertekend. Gedaan te Brussel, op 16 november 1995, in tweevoud, in de Franse, de Nederlandse en de Arabisch taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Voor het Koninkrijk België :

E. DERYCKE,

Minister van Buitenlandse Zaken

Voor de Liga van de Arabische Staten :

B. BEN BARKA,

Hoofd van de Permanente Missie

الفصل الخامس

احكام ختامية

المادة ٣١

يقوم كل طرف بتبليغ الطرف الآخر باتمام الاجراءات التي تتطلبها قوانينه لوضع هذه الاتفاقية موضع التنفيذ .

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول مع دوام صلاحية ميثاق الجامعة او عند انقضاء مهلة عام بدءا من تاريخ قيام احد الطرفين باطلاع الطرف الآخر على رغبته في انتهاء العمل بموجبها .

وبناء على ذلك ، وقع على التوالي ممثل عن الجامعة وبلجيكا على هذه الاتفاقية .

حررت في بروكسل في ١٦ تشرين الثاني / نوفمبر ١٩٩٥ من نسختين باللغات الفرنسية والفرنكية والعربية ، على النصوص الثلاثة صالحة ودالة امام القضاء .

عن جامعة الدول العربية

عن المملكة البلجيكية



ابراهيم بن بركه
رئيس البعثة الدائمة



اريك دو رايك
وزير الشؤون الخارجية

وتبعث الجامعة صورة من هذا الكشف مباشرة الى الادارة المالية البلجيكية المختصة قبل التاريخ المذكور .

المادة ٢٨

تراعي الجامعة وموظفوها والعاملون المحليون بها القوانين واللائحة البلجيكية .

المادة ٢٩

لا تتحمل بلجيكا أية مسؤولية دولية تنترب عن أفعال أو افعال الجامعة أو موظفيها لدى القيام بداء ولجباتهم أو مزاوله نشاطهم فوق الاراضي البلجيكية .

المادة ٣٠

- ١ - في حال وقوع اختلاف في وجهات النظر بخصوص تطبيق أو تفسير هذه الاتفاقية ، وفي حال عدم امكانية تسويته وديا بالتفاوض المباشر ، يجوز لاحد الطرفين أن يرفع الامر أمام محكمة قضائية تحكيمه مكونة من ثلاثة أعضاء لاداء رأيها حوله .
- ٢ - تين كل من الحكومة البلجيكية والجامعة عضوا في المحكمة التحكيمية .
- ٣ - يختار العضوان المعينان رئيسا لهما .
- ٤ - في حالة عدم اتفاق العضوين حول شخص الرئيس ، فيتم تعيين الرئيس من قبل محكمة العدل الدولية بناء على طلب عضوي المحكمة التحكيمية .
- ٥ - تخاطر المحكمة التحكيمية من قبل أحد الطرفين عن طريق تقديم مطلب بهذا الشأن .
- ٦ - تحدد المحكمة التحكيمية مسطرة اجرائية خاصة بها .

المادة ٢٣

تحتفظ بلجيكا بحقها في اتخاذ كافة الاحتياطات الضرورية لصون أمنها .

المادة ٢٤

لا يتمتع الاشخاص الوارد ذكرهم في المادة ١٦ بأية حصانات قضائية فيما يتعلق بمخالفات أنظمة المرور أو الاضرار الناجمة عن استعمال سيارة .

المادة ٢٥

تراعي الجامعة وموظفوها في بلجيكا كافة الاحكام التي تنص عليها القوانين والانظمة البلجيكية فيما يتعلق بالتأمين ضد المسؤولية المدنية عند استعمال أية سيارات .

المادة ٢٦

يتعاون موظفو الجامعة في بلجيكا دوما مع السلطات البلجيكية المختصة لتسهيل سير العدالة ويراعوا الانظمة الامنية ويتلافوا أي تجاوز في استعمال المزايا والحصانات والتسهيلات المنصوص عليها في هذه الاتفاقية .

المادة ٢٧

تعطي الجامعة جميع المستفيدين قبل اليوم الاول من شهر آذار/مارس من كل عام كشفا يتضمن ، بالاضافة للاسم والعنوان ، قيمة المرتبات والمكافآت والتعويضات والمعاشات التي دفعتها لهم خلال العام المنصرم ، كما يجب أن يتضمن هذا الكشف قيمة الضريبة التي تستوفيها الجامعة على المرتبات والمكافآت والتعويضات .

٤ - فيما يتعلق بالأشخاص الذين لم يختاروا النظام البلجيكي ، فمن واجب الجامعة أن تسهر على تغطيتهم للفعلية بنظام ملائم للضمان الاجتماعي مناسب لبلجيكا ، ويمكن أن تسترد بلجيكا من الجامعة المصاريف المترتبة عن أي مساعدة اجتماعية تقدمها لهم .

المادة ٢٠

١ - يحق لموظفي الجامعة ، خلال فترة ١٢ شهرا التي تلتو توظيفهم لأول مرة في بلجيكا أن يستوردوا أو يشتروا من السوق المحلي أثاثا وسيارة للاستعمال الشخصي معفيين من الضريبة على القيمة المضافة ، دون أن يمس ذلك بالالتزامات المترتبة على بلجيكا بمقتضى أحكام المعاهدة المنشأة للمجموعة الاقتصادية الأوروبية وتطبيق الأحكام القانونية أو النظامية .

٢ - يحدد وزير المالية في الحكومة البلجيكية حدود وشروط تطبيق هذه المادة .

المادة ٢١

لا تلتزم بلجيكا بمنح مواطنيها أو الأجانب المقيمين الدائمين لديها وللذين يعملون في الجامعة الامتيازات والحصانات باستثناء تلك المشار إليها في المادة ١٦ (١) (أ) من هذه الاتفاقية ، مع بقاء تمتعهم بالحصانة القضائية فيما يتعلق بالأفعال التي يقومون بها بصفتهم الرسمية بما في ذلك حرية التعبير والكتلة .

الفصل الرابع - أحكام عامة

المادة ٢٢

يتمتع موظفو الجامعة بالمزايا والحصانات في اطار عملهم لديها فقط وليس لتحقيق مصلحة خاصة . يحق لامين عام الجامعة ويستوجب عليه أن يرفع هذه الحصانة في كافة الحالات التي تعيق مهام العدالة و/أو كلما أمكن رفعها دون المساس بمصالح الجامعة .

كما يتم الإبلاغ بأي تعديل قد يطرأ على هذه المعلومات شهريا ويحق للموظفين وأفراد أسرهم تحت اعلانتهم الحصول على بطاقة هوية خاصة .

المادة ١٧

لا تطبق أحكام المادة ١٦ فقرة (١) (أ) على المعاشات والمكافآت التي تدفعها الجامعة لقدامى موظفيها في بلجيكا ولذوي الحقوق عليهم ، كما انها لا تطبق على المرتبات والمكافآت والتعويضات التي تدفعها الجامعة للاعوان المحليين .

المادة ١٨

لا يخضع موظفو الجامعة الذين لا يزالون في بلجيكا أي نشاط يعود عليهم بالربح غير النشاط الذي يقومون به في اطار مهامهم لدى الجامعة ، وكذلك افراد أسرهم الذين تحت اعلانتهم الذين لا يمارسون في بلجيكا أية نشاطات خاصة ذات هدف ربحي ، للتشريع البلجيكي المتعلق بالعملة واليد العاملة الاجنبية في بلجيكا أو المتعلق بممارسة الاجانب لانشطة مهنية مستقلة .

المادة ١٩

١ - فيما يتعلق بتغطية للضمان الاجتماعي ، يمكن لموظفي الجامعة في بلجيكا الذين ليسوا في حكم الرعايا البلجيكين أو المقيمين الدائمين في بلجيكا ، والذين لا يمارسون أي نشاط يعود عليهم بالربح غير العمل الذي يقومون به في اطار مهامهم ، اختيار تطبيق التشريع البلجيكي بشرط الحصول على موافقة الجامعة المسبقة .

٢ - ولا يمكن ممارسة الحق في الاختيار الامرة واحدة وخلال فترة ثلاث أشهر من تاريخ استلام العمل في بلجيكا .

٣ - فيما يتعلق بالأشخاص الذين اختاروا النظام البلجيكي ، فتطبق عليهم الجامعة نظام الضمان الاجتماعي البلجيكي .

أ - الاعفاء من جميع الضرائب على المرتبات والمكافآت والتعويضات التي تدفعها لهم الجامعة اذا كانت هذه المداخيل خاضعة لضريبة تفرضها الجامعة ، مع اعتراف بلجيكا بهذا النظام لداخلي للضريبة .

تحتفظ بلجيكا بإمكانية الاطلاع على هذه المرتبات والمكافآت والتعويضات لاحتمال قيمة الضرائب المستوجبة على المداخيل الخاضعة للضريبة المتأتية من مصادر أخرى .

ب - التسهيلات الممنوحة لموظفي المنظمات الدولية والخاصة بالانظمة النقدية والصرف .

٢ - يستفيد موظفو الجامعة الذين لا يتمتعون بالمزايا والحصانات الواردة في المادة ١٥ ب :

أ - الحصانة للقضاة على الاعمال التي يقومون بها بصفتهم الرسمية ، بما في ذلك حرية التعبير وللكتابة وتستمر هذه الحصانة بعد توقفهم عن وظيفتهم .
ب - عدم انتهاك حرمة الاوراق ولوثائق الرسمية للخاصة بهم .

٣ - لا يخضع موظفو الجامعة وافراد اسرهم للذين تحت اعلالتهم الى احكام القوانين التي تحد من الهجرة أو الاجراءات الخاصة بتسجيل الاجانب .

٤ - تقوم الجامعة بابلاغ وزارة الخارجية بقدم ومغادرة موظفيها كما تقوم بتبليغ المعلومات التالية للخاصة بهؤلاء الموظفين :

- ١ - الاسم واللقب
- ٢ - مكان وتاريخ الميلاد
- ٣ - الجنس
- ٤ - الجنسية
- ٥ - العنوان الرئيسي (الجماعة للبلدية والشارع والرقم)
- ٦ - الحالة المدنية
- ٧ - تكوين الاسرة

المادة ١٣

تضمن بلجيكا للجامعة حرية اجراء كافة الاتصالات اللازمة لاغراضها الرسمية . ولا يجوز انتهاك حرمة المراسلات الرسمية الخاصة بها .

الفصل الثاني

الممثلون المشاركون في أعمال الجامعة

المادة ١٤

يتمتع ممثلو الدول الاعضاء في الجامعة أو الذين يشاركون في أعمالها وأيضا المستشارون والخبراء الفنيون والموظفون العاملون بها المقيمون والذين يمارسون أعمالهم في الخارج بالمزايا والحصانات والتسهيلات اثناء قيامهم بمهامهم .

الفصل الثالث

نظام الموظفين

المادة ١٥

يتمتع رئيس بعثة الجامعة ومساعدته في بلجيكا بالحصانات والمزايا الدبلوماسية .

المادة ١٦

١ - يتمتع جميع موظفي الجامعة بـ :

المادة ٨

يجوز للجامعة أن تستورد كافة السلع والمطبوعات المخصصة لاستعمالها الرسمي ، دون المساس بالالتزامات المترتبة على بلجيكا أو بمقتضى أنظمة المجموعة الأوروبية المشتركة والتي يقتضيها تطبيق الاحكام القانونية أو النظامية المانعة أو المقيدة ذات العلاقة بالنظام والامن العامين أو بالصحة والاخلاقيات العامة .

المادة ٩

تعفى الجامعة من كافة الضرائب غير المباشرة الوطنية والاقليمية والمحلية المفروضة على السلع المستوردة أو المشتراة أو المصدرة من قبلها أو باسمها من أجل الاستعمال الرسمي .

المادة ١٠

تعفى الجامعة من كافة الضرائب غير المباشرة الوطنية والاقليمية والمحلية المترتبة على المطبوعات الرسمية المرسله لها او تلك التي تقوم بارسالها الى الخارج .

المادة ١١

لا يجوز للجامعة للتصرف بممتلكاتها في بلجيكا ، الا في حدود الشروط المنصوص عليها في القوانين والانظمة المعمول بها في بلجيكا .

المادة ١٢

لا يحق للجامعة أن تطلب الاعفاء من الضرائب أو الرسوم أو الحقوق التي لا تمثل الا اجور المرافق العامة فقط .

المادة ٥

١ - يجوز للجامعة للتعامل بكافة العملات الأجنبية وأن تفتح حسابات جارية لهذه العملات بقدر ما يكون ذلك ضروريا لانجاز العمليات التي تفي بتحقيق أغراضها .

٢ - تلتزم بلجيكا بمنح الجامعة التراخيص الضرورية للقيام ، وفقا للاجراءات المعمول بها في الانظمة الوطنية والاتفاقيات الدولية المطبقة ، باجراء كافة حركات الاموال التي تسمح بتأسيس وممارسة نشاط الجامعة ، بما في ذلك اصدار القروض وخدمات الدين المترتبة عليها ، على أن يتم الحصول على تصريح بلجيكا لاصدار تلك القروض .

المادة ٦

تعفى الجامعة وممتلكاتها ومداخلها وأية أموال مخصصة للاستعمال الرسمي لها من كافة الضرائب المباشرة .

ولا يمنح أي افاء من الضرائب المباشرة بالنسبة للمداخل الناجمة عن أي نشاط صناعي أو تجاري قد تقوم به الجامعة أو أحد أعضائها لحسابها أو لحساب احدى الدول الاعضاء فيها .

المادة ٧

عندما تقوم الجامعة باجراء مشتريات هامة من اصول منقولة أو غير منقولة ، أو تقوم بطلب انجاز أعمال هامة ، وتكون تلك المشتريات والاعمال ضرورية حصرا لمزاولة نشاطاتها الرسمية وإذا تضمنت أسعارها الضرائب غير المباشرة أو الرسوم المفروضة على المبيعات ، يتم ، كلما كان ذلك ممكنا ، اتخاذ كافة الاجراءات المناسبة بغية خصم أو استرجاع قيمة هذه الضرائب والرسوم .

المادة ٢

لا يجوز انتهاك حرمة مقر الجامعة المخصص حصرا لمزاولة مهامها .
يتطلب الدخول الى المقر الحصول على موافقة الجامعة .

غير أن هذه الموافقة تعتبر واردة ضمنا في حال نشوب حريق أو أي حادث آخر يقتضي اتخاذ إجراءات وقائية فورية .

تلتزم بلجيكا باتخاذ كافة الإجراءات الكفيلة بحماية مقر الجامعة ، ومنع احتلال المباني التي تستعملها ، أو الاضرار بها أو الاخلال بأمن الجامعة أو المساس بكرامتها .

المادة ٣

لا تخضع أملاك وأصول الجامعة لأي نوع من المصادرة أو الاستيلاء أو للحجز ، أو أي شكل من أشكال الحجز أو القيود ، حتى لو كان ذلك لأغراض الدفاع الوطني أو المصلحة العامة ، باستثناء الحالات الضرورية التي تستلزم إجراء تحقيق في حادث سير ناتج عن سيارة تابعة للجامعة أو تعمل لحسابها ، أو في حالة مخالفة أنظمة السير، أو الحوادث التي تسببت فيها تلك السيارة .

إذا استلزم الأمر نزع الملكية لذات الأغراض ، فيتم اتخاذ كافة الإجراءات اللازمة لتفادي عرقلة مزاولة الجامعة لمهامها ودفع التعويضات المناسبة لها فورا .

كما تقدم بلجيكا للمساعدة اللازمة لاقامة أو إعادة اقامة مقر الجامعة .

المادة ٤

لا يجوز انتهاك أرشيف الجامعة ، وبشكل عام كافة الوثائق التي تخصها وتكون في حوزتها أو حوزة أحد موظفيها أينما وجدت .

اتفاقية مقرر
بين
للمملكة البلجيكية
و
جامعة الدول العربية

ان المملكة البلجيكية

و

جامعة الدول العربية ، المشار إليها فيما بعد بـ " الجامعة " ،

أخذين بالاعتبار ميثاق جامعة الدول العربية الموقع في ١٩٤٥/٣/٢٢ ،

وبناء على القرار القاضي بإقامة بعثة دائمة للجامعة في بروكسل ،

ورغبة منهما في إبرام اتفاقية تستهدف تحديد نظام المزايا والحصانات الضروري لمزاولة مهام
الجامعة في بلجيكا ،

اتفقا على ما يلي :

الفصل الأول

المزايا والحصانات الممنوحة للجامعة

المادة ١

تمنح الجامعة الأهلية القانونية في مفهومها الواسع الممنوحة للأشخاص الاعتباريين . وتتمتع
أملكها وأصولها المستعملة حصرا لمزاولة مهامها الرسمية بالحصانة القانونية ما لم تتنازل الجامعة
علنية عن مثل هذه الحصانة في بعض الحالات الخاصة . ويستلزم القيام بأي إجراء تنفيذي ، الحصول
على وثيقة تنازل منفصلة .

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

اتفاقية مقرر
بين
المملكة البلجيكية
و
جامعة الدول العربية

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

HEADQUARTERS AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM
AND THE LEAGUE OF ARAB STATES

The Kingdom of Belgium

and

the League of Arab States, hereinafter referred to as "the League",

Considering the Charter of the League of Arab States, signed on 22 March 1945,

In view of the decision to establish a Permanent Mission in Brussels,

Desiring to conclude an agreement to specify the regime of privileges and immunities necessary for the performance of the League in Belgium,

Have agreed as follows:

CHAPTER I. PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE LEAGUE

Article 1

The League, being endowed with the broadest legal capacity conferred on legal entities and its property and assets being used exclusively for the performance of official functions, shall enjoy immunity from jurisdiction, except to the extent that the League has specifically renounced such immunity in a specific case. A separate renunciation is necessary for every measure of execution.

Article 2

The premises used exclusively for the performance of the functions of the League shall be inviolable.

The consent of the League is required for access to those premises.

However, such consent shall be deemed to have been given in the event of fire or other emergency necessitating immediate protective measures.

Belgium shall take all appropriate measures to ensure that the premises of the League are not invaded or damaged, and to prevent any disturbance of the peace at the League or impairment of its dignity.

Article 3

Except insofar as may be necessary for investigations to which an accident caused by a motor vehicle belonging to the League or operated on its behalf may give rise, or in the event of traffic violations or accidents caused by a motor vehicle, the property and assets of the League shall not be the subject of any form of requisition, confiscation, sequestration or other forms of seizure or constraint, even for purposes of national defence or public use.

If expropriation for one of these purposes should become necessary, all appropriate measures shall be taken in order to prevent any hindrance to the functioning of the League, and a prompt and adequate indemnity shall be paid to it.

Belgium shall provide assistance for purposes of the installation or reinstallation of the League.

Article 4

The archives of the League, and in general all documents belonging to the League or held by it or by one of its officials, shall be inviolable wherever located.

Article 5

1. The League may hold funds and operate accounts in any currency to the extent necessary for carrying out the operations consistent with its purpose.

2. Belgium undertakes to grant the authorizations necessary, in accordance with procedures set forth in applicable national regulations and international agreements, to make any transfers of funds arising from the establishment and activity of the League, including the issue and service of loans where such issue has been authorized by Belgium.

Article 6

The League, its property, revenues and other assets used in its official functions shall be exempt from all direct taxes.

No exemption from direct taxes shall be granted for revenues of the League arising from an industrial or commercial activity conducted by the League or one of its members on behalf of the League or its member countries.

Article 7

Upon purchase by the League of substantial real or personal property, or important services strictly necessary for the performance of its official functions, the price of which includes indirect duties or sales taxes, appropriate measures shall be taken to the extent possible on each such occasion for the purpose of remitting or refunding the amount of such duties or taxes.

Article 8

Without prejudice to the obligations devolving on Belgium under community arrangements and to the application of prohibitory or restrictive legal or regulatory provisions concerning public order or safety, health or public morals, the League may import any goods and publications intended for its official use.

Article 9

The League shall be exempt from all indirect national and local taxes with respect to goods imported or exported by it or on its behalf for its official use.

Article 10

The League shall be exempt from all indirect national and local taxes with respect to official publications intended for it or which it sends abroad.

Article 11

Goods belonging to the League may not be transferred in Belgium except on the conditions prescribed by Belgian laws and regulations.

Article 12

The League shall not request exemption from charges, taxes or duties which merely compensate for public utility services.

Article 13

Belgium shall ensure the freedom of the communications of the League for its official purposes.

The official correspondence of the League shall be inviolable.

CHAPTER II. REPRESENTATIVES PARTICIPATING IN
THE WORK OF THE LEAGUE

Article 14

The representatives of the States Parties to the Charter of the League of Arab States participating in the work of the League, their advisers and technical experts, as well as the officials of the League residing or having their centre of activity outside Belgium, shall enjoy the customary privileges, immunities and facilities during the performance of their duties.

CHAPTER III. STATUTE OF THE STAFF

Article 15

The head of the Permanent Mission of the League in Belgium and his deputy shall enjoy diplomatic privileges and immunities.

Article 16

1. All the officials of the League shall enjoy:
 - (a) Exemption from all taxes on the salaries, emoluments and indemnities paid to them by the League, from the day when this income is subject to a tax in favour of the League, provided that Belgium recognizes the internal tax system.

Belgium reserves the possibility of taking these salaries, emoluments and indemnities into account for the purpose of determining the amount of tax payable on income from other sources.
 - (b) The facilities granted to officials of international organizations in respect of monetary or exchange regulations.
2. The officials of the League who do not enjoy the privileges and immunities of article 15 shall enjoy:
 - (a) Immunity from jurisdiction in respect of acts carried out by them in the performance of their official duties, including words spoken or written; this immunity shall continue even after the completion of their functions;
 - (b) Inviolability for all their official papers and documents.
3. The officials of the League as well as the dependent members of their families shall not be subject to rules limiting immigration, or to the registration formalities applied to aliens.
4. The League shall notify the arrival and departure of its officials to the Ministry of Foreign Affairs. The League shall also notify the information specified hereafter in respect of its officials:
 1. Name and forename
 2. Place and date of birth
 3. Sex
 4. Nationality
 5. Principal residence (commune, street, number)
 6. Civil status
 7. Composition of household.

Any changes concerning that information shall be notified monthly. The officials and dependant members of their families shall have the right to a special identity card.

Article 17

The provisions of article 16, paragraph 1 (a), shall not apply either to the pensions and annuities paid by the League to its former officials in Belgium or to their assigns, or to the salaries, emoluments and allowances paid by the League to its local officials.

Article 18

The officials of the League who do not engage in any gainful occupation in Belgium other than the one resulting from their functions in the League, as well as their dependent family members who do not engage in any private gainful occupation in Belgium, are not subject to Belgian legislation in the field of foreign labour and in the field of independent professional activities of aliens.

Article 19

1 As concerns social security, officials of the League in Belgium who are neither nationals nor permanent residents of Belgium and who there engage in no other gainful occupation other than that required by their official functions, may elect application of Belgian legislation, with the prior Agreement of the League.

2. This right of election may be exercised only once, within three months after taking up their duties in Belgium.

3. With respect to those persons who elect the Belgian regime, the League shall apply Belgian social security legislation.

4. The League shall ensure that those persons who decline the Belgian regime are effectively covered by an adequate social security regime, and Belgium may obtain reimbursement from the League for the expenses occasioned by any public assistance.

Article 20

1. Without prejudice to the obligations incumbent upon Belgium arising from the provisions of the Treaty establishing the European Economic Community and the application of legal or regulatory provisions, the officials of the League enjoy the right, during a period of 12 months following their first taking up of their duties in Belgium, to import or acquire, free of duties, furniture and a car for their personal use.

2. The Minister of Finance of the Government of Belgium shall determine the limits on and conditions of the application of the present article.

Article 21

Belgium shall not be bound to accord advantages, privileges and immunities other than those mentioned in article 16, paragraph 1 (a), of this Agreement to its own nationals or to permanent residents.

They shall, however, benefit from immunity from jurisdiction in respect of actions, both spoken and written, effected in their official capacity.

CHAPTER IV. GENERAL PROVISIONS

Article 22

The above privileges and immunities are accorded to officials solely in the interests of the League and not for their personal benefit. The Secretary-General of the League shall have the right and duty to waive immunity in all cases where such immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the League.

Article 23

Belgium reserves the right to take any and all precautions necessary in the interest of its security.

Article 24

The persons mentioned in article 16 shall not enjoy any immunity from jurisdiction with respect to traffic violations or damages caused by a motor vehicle.

Article 25

The League and the officials of the League in Belgium are required to comply with all obligations imposed by Belgian laws and regulations with respect to civil liability insurance for the use of motor vehicles.

Article 26

The officials of the League shall cooperate at all times with the competent Belgian authorities with a view to facilitating the administration of justice, ensuring the observance of police regulations and preventing any abuse of privileges, immunities and facilities provided for in the present Agreement.

Article 27

The League shall provide all beneficiaries before the first of March of every year with a certificate mentioning their name and address as well as the amount of the salaries, emoluments, indemnities, pensions or annuities paid during the previous year. With regard to salary, emoluments and indemnities subject to tax in favour of the League, the statement shall also mention the amount of this tax.

A duplicate certificate shall be handed over directly by the League before the same date to the competent Belgian fiscal administration.

Article 28

The League, its officials and its local agents shall be required to respect Belgian law.

Article 29

Belgium shall not, on account of the League's activities on its territory, assume any international responsibility for the acts or omissions of the League or for those of its officials in their particular fields.

Article 30

1. Any difference of opinion concerning the application or interpretation of this Agreement which cannot be settled by direct consultations between the Parties may be referred by either Party to an arbitration tribunal composed of three members.

2. The Belgian Government and the League shall each designate one member of the arbitration tribunal.

3. The members so designated shall choose their President.

4. In the case of disagreement between the members with regard to the choice of the President, the latter shall be designated by the President of the International Court of Justice, at the request of the members of the arbitration tribunal.

5. The arbitration tribunal shall be seized at the request of either Party.

6. The arbitration tribunal shall lay down its own procedure.

CHAPTER V. FINAL PROVISIONS

Article 31

Each Party shall notify the other when it has complied with the procedures required by its legislation for the entry into force of the present Agreement.

The Agreement shall remain in force either for the period of validity of the Charter of the League of Arab States or until the expiry of a period of one year calculated from the date when one Party informs the other Party of its intention to withdraw from the Agreement.

IN WITNESS WHEREOF, the respective representatives of the League and Belgium have signed the present Agreement.

DONE at Brussels on 16 November 1995, in duplicate in the French, Dutch and Arabic languages, all three texts being equally authentic.

For the Kingdom of Belgium:

ERIK DERYCKE

Minister for Foreign Affairs

For the League of Arab States:

BRAHIM BEN BARKA

Chief of the Permanent Mission

